

# Discours du Président de la République à l'Assemblée Générale des Nations Unies

Madame la présidente de l'Assemblée générale,  
Monsieur le Secrétaire général,  
Madame la Secrétaire générale adjointe, Monsieur le Secrétaire général adjoint,  
Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadrices, Ambassadeurs et les délégués,

Je suis heureux de m'exprimer une nouvelle fois devant vous, à l'ouverture de cette quatre-vingtième session de l'Assemblée générale des Nations unies. Huit décennies que nous avons voulu consacrer au service de la paix, du développement, des droits humains. 80 ans qui nous obligent à mesurer le chemin parcouru et à adapter notre pas à la marche du monde.

Le 26 juin 1945, nous adoptons la Charte des Nations unies après deux guerres mondiales, alors que les combats faisaient encore rage en Asie, que la décolonisation était à peine entamée, que l'Union soviétique étendait son empire, que nous comptions les morts par millions et découvrons l'horreur de la Shoah. Oui cette étape du monde n'était pas terminée et pourtant nous étions en train de bâtir à coups de résolution et de détermination cette volonté de préserver les générations futures du fléau de la guerre, proclamions notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme et nous engageons à créer les conditions de la justice, à favoriser le progrès social, à pratiquer la tolérance et à vivre en paix les uns avec les autres. Nous ne rêvions pas. Et en convoquant ici notre passé, ce que nous étions il y a 80 ans j'ai envie de vous dire ce soir « nous avons le droit de rêver » parce que notre monde d'aujourd'hui mérite la même détermination à agir ensemble.

Nous étions 51 à San Francisco et ce sont désormais 193 Etats-membres qui siègent dans cette assemblée. Les textes qui fondent notre organisation posent clairement les principes de l'action collective. Ils expriment des valeurs communes, ils définissent des procédures robustes. Je sais pourtant combien les frustrations sont là, que nourrit la représentation inégale des Etats au conseil de sécurité et c'est pourquoi je soutiens avec force son élargissement, sa réforme, en particulier son élargissement pour le continent africain. Je sais aussi que les équilibres politiques, économiques et sociaux ont évolué, que de nouveaux acteurs ont pris plus de responsabilités et qu'une multitude s'interroge sur la promesse des Nations unies, sa réalité et son bénéfice.

Ne nous mentons pas. Ce quatre-vingtième anniversaire n'est pas une fête. Les conflits armés se multiplient, internes ou internationaux, étatiques ou provoqués par l'action criminelle et terroriste. Les belligérants bafouent délibérément les conventions de Genève, comme si l'horreur servait la vengeance ou la terreur la victoire. Gaza, Ukraine, Soudan, Haïti, Birmanie, République démocratique du Congo. La liste est aussi longue qu'insoutenable des violences que subissent les populations dans ces territoires de guerre. De grandes transformations sont aussi en cours pour nous tous sur cette planète. Le changement climatique n'est pas maîtrisé et l'effondrement de la biodiversité se poursuit. Les efforts que la plupart d'entre nous sont prêts à faire se heurtent au cynisme de quelques-uns qui peuvent faire la différence mais s'y refusent encore. Nous voyons l'accélération des technologies qui ouvre d'immenses horizons, d'immenses opportunités, mais laisse aussi le champ libre à des forces d'autant plus dangereuses qu'elles ne sont pas régulées. Nous voyons le commerce mondial qui vit l'heure des guerres tarifaires lesquels s'ajoutent aux grands déséquilibres mondiaux.

Cette alarme n'éteint pas l'espoir. Nos divisions n'empêchent que la Syrie s'est libérée de la dictature, que l'Ukraine tient bon et que la paix est possible dans la région des Grands Lacs. Nous avons aussi approuvé des traités et accords ambitieux, que certains pensaient impossibles, un traité sur les pandémies, un traité pour protéger la haute mer, un autre pour financer le développement. C'est bien que la complexité du monde n'est pas une raison de renoncer à nos principes et à nos ambitions. En quelques sortes nous vivons un moment paradoxal où nous avons besoin plus que jamais de restaurer l'esprit de coopération qui a prévalu il y a 80 ans, et où pour autant nous sommes en train de nous diviser, et où il faut bien le dire, les divisions au sommet de l'ordre mondial, la fracturation du monde, nous freine dans notre capacité collective à régler les grands conflits du moment ou à relever les défis qui supposent de nous entendre.

La France est fière de compter parmi les peuples des Nations unies et rend hommage à tous ceux qui les servent : soldats sous casque bleu qui maintiennent la paix là où personne ne va plus, travailleurs humanitaires et personnels de santé qui se portent au secours des plus fragiles, juristes, observateurs et rapporteurs qui témoignent de la réalité, imposent la force du droit et préviennent l'arbitraire. Je voudrais ici parler de tant et tant de nos ONG, de nos soignants, de nos journalistes. Bien d'autres encore qui témoignent que cette organisation est irremplaçable. C'est la raison pour laquelle ceux qui en sont les pires critiques sont aussi ceux qui veulent changer les règles du jeu, sûrs qu'ils sont de leur domination et plus intéressés à se partager le monde qu'à dégager les compromis nécessaires au bien commun. Au fond le grand risque du moment que nous vivons, c'est le risque de voir l'état de fait l'emporter. C'est le risque de voir la loi du plus fort l'emporter. C'est le risque de voir l'égoïsme de quelques-uns l'emporter, c'est le risque de voir quelques-uns penser qu'à eux seuls ils peuvent décider du cours du monde et d'oublier qu'il n'y a pas de communauté internationale sans un rapport respectueux entre pairs, sans une coopération entre pairs, qui seul rend possible la paix, qui seul rend possible de relever les défis du changement climatique, de la transformation technologique, ou de la lutte contre les proliférations militaires.

C'est pourquoi la priorité, 80 ans après qui doit être la notre est de savoir retrouver la sève de ce multilatéralisme efficace, d'une efficacité collective là où il faut bien le dire, l'antijeu, dirait-on ailleurs de quelques-uns, rend presque impossible l'efficacité de notre organisation collective. Il nous faut travailler ensemble pour retrouver ce multilatéralisme efficace. Et il est vain à cet égard de diviser le nord du sud, de penser qu'il y aurait un Occident uni face à un sud global. Fantôme, récit du moment qui voudrait opposer bloc à bloc les uns aux autres. Ici dans cette enceinte il n'y a que des femmes et des hommes, qui n'ont pas les mêmes religions, qui pensent différemment, dont les civilisations sont parfois différentes, mais qui ont décidé un beau jour que bâtir la paix, relever les défis en particulier de l'inégalité ou des grandes transitions du monde supposait qu'ils oublient ces différences pour coopérer tous ensemble.

C'est pourquoi il nous faut consolider plutôt les règles existantes et les institutions en garantissent notre autorité collective et cette efficacité. Les droits de l'Homme restent le pilier central de l'édifice des Nations unies et donnent leur cohérence à l'ensemble des mesures que nous prenons. Dans cette période où les conflits se multiplient et s'étendent, ce sont aussi à des crises massives des droits humains que nous faisons face. Notre devoir à tous est donc de veiller au respect du droit humanitaire international comme nous proposons de le faire dans ce cadre de l'initiative mondiale que nous portons avec quelques homologues l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, la Jordanie, le Kazakhstan et le CICR. Soutenons la Cour pénale internationale dans sa lutte contre l'impunité. Permettons que les arrêts de la Cour de justice internationale soient mis en œuvre.

L'autorité du droit est notre meilleure chance face à la loi du plus fort ; l'application des principes est le seul remède aux deux poids, deux mesures que tant d'entre nous sont venus dénoncer à cette tribune, devant cette assemblée, depuis que nous en avons fait le parlement du monde. La paix et la sécurité sont pour tous.

C'est pourquoi il est si important que l'Ukraine résiste à la Russie et obtienne une paix qui dissuade celle-ci de lui voler encore son territoire, ses enfants, ses richesses et son avenir. L'agression russe n'est pas le problème de l'Europe mais celui de nous tous ici. Elle pose l'éternelle question de l'autorité du droit face à la loi du plus fort, de la liberté face à l'impérialisme. L'Ukraine n'a pas voulu la guerre. Elle veut la paix. La France aussi veut la paix, les européens veulent la paix, les Etats-Unis d'Amérique veulent la paix. Pour cela, l'Ukraine a un droit fondamental : celui de vivre en sécurité et de ne plus craindre que la Russie l'attaque à nouveau. C'est pourquoi la France, avec le Royaume-Uni, a bâti une coalition des volontaires rassemblant 35 nations pour donner à l'Ukraine les garanties indispensables à sa sécurité dans la durée. Nous créons ainsi les conditions d'une paix solide et juste qui permettra aux Ukrainiens d'accomplir leur destin. Et ce qui s'est passé ces dernières semaines dans l'espace aérien de la Pologne, cher Président, de la Roumanie, les provocations vues en Estonie ou ailleurs, sont la preuve aussi que tous les européens sont défiés par des menaces et des volontés de déstabilisation russe qui supposent une telle unité.

L'Ukraine l'a dit souvent : elle est prête au cessez-le-feu et accepte la négociation. Il revient désormais à la Russie de prouver qu'elle peut choisir la paix alors qu'elle multiplie aujourd'hui les attaques contre les civils en Ukraine et les provocations que je viens d'évoquer. Dans cette attente, la France se tiendra fermement au côté de l'Ukraine, avec ses partenaires européens et tous ceux qui comprennent l'importance de mettre la Russie en échec pour préserver l'ordre mondial. Je me félicite des propos, il y a quelques heures, du président des Etats-Unis d'Amérique, rappelant l'affaiblissement progressif de l'économie russe, les échecs sur le terrain de la Russie, qui imaginez le, en plus de 1000 jours a à peine pris un pourcent du territoire ukrainien malgré tant et tant de pertes, tant et tant de victimes civiles. Je me félicite de voir que le Président américain croit dans la capacité de l'Ukraine, pas simplement à tenir mais à faire valoir ses droits avec nous.

C'est parce qu'elle refuse le double standard que la France s'engage au côté de l'Ukraine comme pour la paix au Proche-Orient. Hier, nous avons adopté un plan crédible pour mettre fin à la guerre à Gaza et préserver une solution à deux Etats, Israël et la Palestine, permettre la libération de tous les otages et sauver tant et tant de vies. Nous avons tracé un chemin vers la paix qui nécessite avant tout autre chose que les otages encore détenus par le Hamas soient libérés et que les frappes sur Gaza cessent. Je suis heureux que la France et l'Arabie Saoudite aient convaincu un grand nombre des membres de cette assemblée de signer la déclaration de New York. Nous sommes 142 membres de cette assemblée à tendre la main pour bâtir un chemin de paix, la paix immédiate, libération des otages, cessez-le-feu, la stabilisation de Gaza, la démilitarisation et le démantèlement du Hamas et une reconnaissance réciproque, et un Etat de Palestine démilitarisé reconnaissant Israël, et un Etat d'Israël reconnaissant un Etat de Palestine, et tous les états de la région qui ne l'ont pas encore fait, reconnaissant ainsi l'Etat d'Israël. Par cette reconnaissance qui est aussi un chemin vers la paix c'est aussi la stabilité de la région toute entière que nous cherchons à bâtir. Il ne peut pas y avoir de sécurité, de stabilité pour Israël si c'est une guerre permanente avec tous les voisins qui est conduite. Paix avec la Palestine en Cisjordanie et à Gaza et à travers Jérusalem.

Paix au Liban, où la lutte contre le terrorisme ne peut pas se faire au détriment de la souveraineté des Libanaises et des Libanais. Et c'est pourquoi je me félicite du travail que nous avons conduit, main dans la main avec les États-Unis d'Amérique, avec les Nations Unies et la FINUL, pour bâtir ce chemin qui permet de restaurer la souveraineté du Liban, remettre les forces armées libanaises en situation avec l'appui de la FINUL, de retrouver point à point cette souveraineté, et évidemment de bâtir ce monopole des armes qui seules peuvent être détenues par les forces armées libanaises. Le Liban respire mieux quand le Hezbollah est moins fort, le Liban respirera encore mieux quand l'ensemble des caches d'armes, quand l'ensemble des armes détenues par le Hezbollah seront reprises à la main des forces armées libanaises. Il n'y a pas d'autre choix. La France réunira à ce titre prochainement une conférence de soutien à la reconstruction du Liban, et nous appuierons aussi la conférence que nos amis saoudiens tiendront en soutien aux forces armées libanaises.

De la même manière, la Syrie doit retrouver son unité et sa souveraineté. La Syrie est plus libre depuis que le régime d'Assad est tombé. J'ai reçu le président de la transition à Paris, je le reverrai demain, et avec plusieurs états de la région, nous œuvrons pour que la Syrie puisse respecter toutes les composantes de sa société civile, qui en font la force, la sève, et en même temps puisse, en retrouvant cette unité, retrouver la pleine maîtrise, elle aussi, de sa souveraineté. Et puis, la région ne pourra être en paix que si le programme nucléaire iranien, qui a été partiellement détruit, est à nouveau pleinement contrôlé. C'est pourquoi la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont déclenché d'un accord commun le processus menant au rétablissement de toutes les sanctions internationales prises précédemment contre l'Iran. Celui-ci porte seul la responsabilité de manquer à ses obligations, mais peut encore décider d'ouvrir les portes à l'AIEA, de faire la lumière sur son stock d'uranium enrichi, et d'accepter de nouvelles négociations. Les prochaines heures seront déterminantes. Soit l'Iran fait un geste, se réengage dans un chemin de paix et de responsabilité, permettant de retrouver ce chemin, et à l'AIEA de faire son travail, et au stock d'être ainsi transféré. Soit les sanctions devront s'appliquer. J'aurai l'occasion de m'en entretenir demain avec le Président Pezeckian.

Sur chacune de ces questions cruciales, la France avance des solutions concrètes. Le plan pour que cesse la guerre en Ukraine existe. Le plan pour faire la paix au Proche-Orient existe. Le plan pour remettre sous contrôle le programme nucléaire iranien existe. Le plan pour retrouver la pleine souveraineté du Liban au Sud existe. Chaque fois, nous voulons être le partenaire de tous ceux qui partagent cette exigence d'agir efficacement.

Pourtant, le risque existe aussi que nous nous lassions d'agir et détournions le regard de trop de détresse. La tragédie humanitaire en cours au Soudan est sans doute la plus grave de toutes aujourd'hui. Il nous appartient collectivement de nous mobiliser, comme nous l'avons fait à Paris en 2024. Coordinons nos efforts pour agir ensemble, pour que les belligérants acceptent la négociation et remettent le pouvoir aux civils.

De la même manière, dans la région des Grands Lacs, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo doivent être respectées. Il faut rendre l'espoir à la population des Kivu et aux centaines de milliers de personnes qui ont été déplacées. C'est aussi pour cela que nous réunirons le mois prochain à Paris tous ceux qui peuvent répondre à l'urgence humanitaire et faire converger les initiatives de paix. Je me félicite de ce qui a été conduit par l'Union africaine, par tant de voisins, par le Qatar, par les États-Unis d'Amérique. Mais l'urgence humanitaire, là aussi, est indispensable.

Nous ne devons oublier aucun de ces conflits. Nous n'avons pas le droit à aucun moment de nous décourager. Cette capacité de sursaut, c'est notre force, c'est ce qui nous a rassemblés il y a huit décennies. Nous n'avons aucun droit à la fatigue dans ce moment que nous vivons. Ayant égrené, sans être pour autant complet, tant de crises, je regarde avec vous lucidement le monde dans lequel nous vivons. Nous voyons partout les risques de prolifération revenir et les nouvelles menaces sans cadre collectif réémerger.

L'urgence est aussi à rebâtir un cadre crédible, vérifiable pour lutter contre toute prolifération nucléaire, de reconstruire un cadre crédible pour re-contenir les menaces et les proliférations balistiques. Je n'oublie pas les menaces chimiques, bactériologiques, et je n'oublie pas les risques nouveaux, ceux qui impliquent l'intelligence artificielle, le quantique, le cyber ou le spatial. Autant de menaces sur lesquelles nos cadres existants communs ont été affaiblis ces dernières années. Parfois parce que certains les ont rendus caduques, d'autres fois parce que les règles de vérification n'ont pas été dûment observées, aussi parce que l'accélération technologique, fait que celle-ci et ses capacités d'innovation vont plus vite que nos cadres existants. Sur tous ces points, nous n'avons pas le droit de céder.

Notre responsabilité est d'avancer et de bâtir ce cadre de paix indispensable. C'est la même exigence d'efficacité, ce même multilatéralisme efficace qu'il nous faut avoir sur les grands défis globaux qui sont les nôtres. Je sais l'attention que le secrétaire général y accorde et je veux le remercier de l'ambition qu'il affiche pour notre organisation au travers de l'initiative ONU 80. Je partage cette préoccupation.

Oui, il nous faut dans ce moment de désordre que j'évoquais pour les grandes questions de paix et de guerre, ne pas oublier que nous avons tant de défis globaux qui supposent le même esprit de coopération. Regardons en face nos grands déséquilibres mondiaux. Ils touchent toutes les économies, certes les plus riches, et je parle au nom de l'une d'entre elles. Mais encore plus les pays à revenus intermédiaires, les pays en développement et évidemment les plus pauvres. Si nous n'arrivons pas à avoir une conversation internationale organisée sur les grands déséquilibres de la planète, si nous y répondons de manière dispersée et non coopérative, nous les aggraverons.

Aujourd'hui, notre défi, c'est de voir comment aider la Chine à développer la demande intérieure dont elle a tant besoin. Comment essayer de faire que les capacités de production remarquables qu'elle a su développer ces dernières années, ces capacités technologiques, font l'objet parfois de transferts de technologie, mais aussi s'accompagnent d'un développement harmonieux de son marché intérieur ? Comment faire face aujourd'hui aux déséquilibres commerciaux américains de manière coopérative et pas par des tarifs qui viendront fracturer notre commerce international ? Et comment faire que nous ayons une Europe qui arrive à répondre aux besoins d'investissement collectifs qui sont aujourd'hui les nôtres ?

Ces défis supposent que nous devons, que nous ayons des coopérations entre grandes économies mais que nous n'opposons pas aussi le G7 avec les BRICS et c'est tout l'agenda que nous nous fixons pour le G7 français de 2026 en lien évidemment avec la présidence canadienne aujourd'hui du G7 et les présidences successives du G20.

Il nous faut retrouver cet esprit de coopération qui est indispensable parce que c'est ce qui nous permettra aussi d'avoir un agenda commun, pour financer les défis mondiaux qui sont les nôtres. Regardons-nous aujourd'hui. Nous sommes partout en train de réduire nos ambitions communes pour financer les grands défis du monde. Baisse des financements collectifs pour la santé, baisse des financements collectifs pour la sécurité alimentaire, baisse des financements collectifs pour l'éducation. Ces défis sont pourtant les nôtres, autant et encore plus qu'ils l'étaient avant la pandémie de COVID-19.

Donc il est absolument indispensable que collectivement, nous sachions bâtir des solutions concrètes, des financements nouveaux pour la faire. Les Européens ont décidé de se mobiliser et je remercie la présidente de la Commission qui a eu un discours fort en la matière et mobilise les instruments de financement que, Européens, nous avons mis ensemble pour répondre à ces grands défis. Mais nous devons le faire aussi dans un cadre rénové. Celui que nous avons essayé ensemble de bâtir pendant la pandémie elle-même, avec nos partenaires africains lors du sommet des financements que nous avons ensemble construit en 2021. Celui ensemble que nous avons poursuivi lors du sommet des 4 P où nous avons bâti ce pacte pour la prospérité des peuples et la planète. Au fond, avec un même agenda. Nous devons ensemble mieux coopérer face aux déséquilibres économiques mondiaux. Nous devons bâtir un agenda de croissance partout.

Mais nous devons le faire pour aussi aider les pays à financer les efforts d'éducation, de santé, de stabilisation et de sécurité alimentaire et pour relever les défis de la biodiversité et du climat. Sortons de ce dilemme où il faudrait choisir entre la croissance et le climat et la biodiversité. Nous pouvons le faire si nous savons mobiliser ces financements publics et privés dans un cadre qui réunit l'Est, l'Ouest, le Sud et le Nord. C'est ce cadre que nous avons bâti. Il suppose de maintenant accélérer la transition qui a commencé à être conduite, et je veux les en remercier, par les dirigeants de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Mais il nous faut aller plus loin. Ces cadres sont encore devenus obsolètes. Nous avons besoin de mobiliser davantage de financements privés pour accompagner ces transitions. Dans les pays à revenus intermédiaires, dans les pays en développement, dans les pays les plus pauvres. Il nous faut construire des mécanismes de garantie, de prise en charge des premières pertes. Il nous faut mobiliser plus de financements privés pour venir dans ces pays et les aider à la croissance. C'est indispensable si nous voulons éviter les crises, les déstabilisations de demain.

Cet agenda est un agenda qui nous réunit et qui sort en quelque sorte quelques-uns de leur égoïsme et évite que quelques autres soient en quelque sorte confrontés seuls aux défis qui sont les leurs. C'est pourquoi aussi nous devons continuer, quels que soient les vents mauvais qui soufflent, à nous mobiliser face aux défis de la biodiversité et du climat. Je le disais, nous avons su ensemble bâtir des victoires ces derniers mois. Le traité de Nice, qui a pu rentrer en vigueur par une mobilisation collective, va enfin donner un cadre de régulation à nos océans. C'était attendu depuis des décennies. C'est la même mobilisation collective, que nous devons avoir sur le plastique. Bâtir un traité international, visant à mettre fin à la pollution plastique. C'est la même mobilisation que nous devons avoir pour déployer de manière beaucoup plus efficace les crédits biodiversité et redonner plus de consistance à nos crédits carbone. C'est la même mobilisation qu'il nous faut avoir en vue de la COP de Belém.

Je le dis ici, l'Europe et la France seront au rendez-vous. Elles seront au rendez-vous des objectifs de 2035, qui nous sont assignés. Elles seront au rendez-vous aussi de la mobilisation de tous les financements pour mener cette transition, qu'ils soient publics ou privés. Nous n'avons pas le droit, là aussi, de nous détourner des objectifs que nous nous sommes assignés à nous-mêmes. Nous n'avons pas le droit, en quelque sorte, de nous replier. Comme vous l'avez compris, tous ces défis globaux, l'éducation, la santé, l'agriculture, la sécurité alimentaire, la biodiversité, le climat, la lutte en front contre toutes les inégalités qui déstabilisent notre ordre mondial, supposent le même esprit de coopération que celui que j'évoquais face aux guerres ou aux déstabilisations.

Le défi qui est le nôtre, c'est que les crises sont multiples, s'accroissent, et que mon discours déjà trop long est pour autant très incomplet. Mais je vous rassure je vais l'arrêter là. Mais je vais vous le dire avec beaucoup de force. Malgré tout cela, la liste longue, qui parfois donne le sentiment que nous pourrions être accablés, notre devoir est de rester debout et de continuer à agir ensemble. Il y a 80 ans ceux qui nous ont précédés étaient face à l'effondrement, la guerre n'était pas terminée, le pire venait de se produire, un monde déjà divisé était entrain de se composer et ils ont décidé de construire ce trésor que sont les Nations unies. On pourrait accabler notre Assemblée de plein de reproches, y compris des reproches qui ne sont pas tout à fait justes.

Cette Assemblée, c'est nous. Si elle est inefficace, c'est que quelques-uns la bloquent. Et souvent les plus puissants. Si elle ne va pas assez vite, c'est que nous ne sommes pas assez déterminés pour la faire avancer. Les Nations unies, c'est nous tous. Il y a une chose, c'est que nous n'avons pas le droit au cynisme. Nous n'avons pas le droit à la fatigue. Nous n'avons pas le droit à l'esprit de défaite. Parce que notre monde est là, devant nous. Le risque qui court, c'est celui de la fragmentation, de la loi du plus fort, de l'état de fait, du cynisme, et en quelque sorte, de la perte de contrôle. Oui, c'est bien ça, la perte de contrôle.

C'est ce que vivent partout nos peuples. La peur devant un futur qu'ils ne contrôlent plus. La peur devant des migrations subies chez les uns. La peur devant un climat qu'on n'arrive plus à contrôler. La peur devant des inégalités qu'on n'arrive plus à stabiliser. La peur devant une guerre qu'on n'arrive pas à arrêter. Cette peur n'a qu'un ami. Le plus fort qui en a créé les conditions. Le cynique qui pense qu'on peut se débrouiller à l'abri à quelques-uns qui réussissent. Nous, nous n'avons qu'une responsabilité. Agir ensemble. Bâtir ce multilatéralisme efficace à nouveau. Avec la même foi, la même détermination que les pères fondateurs de cette assemblée.

Le faire avec encore plus d'efficacité, mais avec la même volonté.

Ne rien céder aux injustices.

Ne rien céder à la fatalité. Agir. Agir. Agir.

Alors c'est à nous de faire. Ensemble.

Je vous remercie.